

Elevages
15 avenue de Cucillé
CS 90 000
35919 Rennes

Rennes, le 10/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA LEVREL FRERES

LE PUNGEOIR

35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE

Références : 2024-02426

Code AIOT : 0053501887

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2024 dans l'établissement SCEA LEVREL FRERES implanté LE PUNGEOIR 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE. L'inspection a été annoncée le 10/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre d'une plainte de voisinage pour des problèmes d'odeurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA LEVREL FRERES
- LE PUNGEOIR 35360 MONTAUBAN-DE-BRETAGNE
- Code AIOT : 0053501887
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation avicole soumise au régime des Installations Classées avec une autorisation de 127 500 Animaux Equivalents.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet
2	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I	Sans objet
3	Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Exploitation qui respecte globalement les prescriptions Installations Classées. La plainte en provenance du voisinage concernant des problèmes d'odeurs pourrait ne pas provenir de l'exploitation des poulaillers mais plus de l'unité de méthanisation "Centrale Biogaz de Montauban de Bretagne" qui stockerait le fumier des poulaillers sur plateforme découverte avant traitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Dossier
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
Constats : L'exploitation dispose d'un arrêté d'autorisation en date du 10 juillet 1998 pour 42 500 dindes ou 127 500 animaux équivalents.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-I
Thème(s) : Élevage, Pollution
Prescription contrôlée : Les bâtiments sont correctement ventilés.

<p>L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage.</p> <p>En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites.</p> <p>Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ; - dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.
<p>Constats :</p> <p>La SCEA produit des poulets lourds de 7 semaines. Le vide sanitaire dure 2 semaines. Le fumier est évacué en deux jours et est déposé intégralement sur le site de méthanisation "Centrale Biogaz de Montauban de Bretagne" sur une plateforme découverte.</p> <p>Toutes les mesures sont prises par les exploitants pour limiter les odeurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Émission dans l'air d'odeur, gaz ou poussière

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31-II</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Gestion des odeurs.</p> <p>L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes</p>
<p>Constats :</p> <p>Les fumiers de l'exploitation sont évacués sur deux jours toutes les 9 semaines vers l'unité de méthanisation "Centrale Biogaz de Montauban de Bretagne".</p> <p>Les problèmes d'odeurs (gaz irritants) évoqués par la voisine proche de l'unité de méthanisation ne peuvent pas provenir de l'exploitation des poulaillers.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>